

Une allocation mensuelle dégressive en fonction des ressources est attribuée, à partir de la signature du contrat, aux jeunes qui vivent hors du foyer de leurs parents ou au sein de ce foyer sans recevoir de soutien financier ou en ne percevant qu'un soutien financier limité de la part de leurs parents. Cette allocation est incessible et insaisissable. Elle n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu ni aux contributions prévues à l'*article L. 136-1 du code de la sécurité sociale* et au *chapitre II de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996* relative au remboursement de la dette sociale.

Un décret fixe le montant de l'allocation et les conditions dans lesquelles les ressources du jeune sont prises en compte pour sa détermination. Ce montant tient compte de l'âge et de la situation du jeune et du niveau du soutien financier qu'il reçoit de ses parents.

Conseil d'Etat

> Conseil d'Etat, 1ère et 4ème chambres réunies, 2023-06-12, 463398 [ECLI:FR:CECHR:2023:463398.20230612]

L. 5131-6-1

LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 67 - Conseil Constit. 2016-745 DC

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Tout bénéficiaire de l'allocation mentionnée à l'article L. 5131-6 est éligible de droit, sous réserve de ne pas bénéficier de caution parentale ou d'un tiers, au dispositif de la caution publique mis en place pour les prêts délivrés par les établissements de crédit ou les sociétés de financement dans le cadre de l'aide au financement de la formation à la conduite et à la sécurité routière prévue par le *décret n° 2005-1225 du 29 septembre 2005* instituant une aide au financement de la formation à la conduite et à la sécurité routière.

service-public.fr

> Contrat d'engagement jeune (accompagnement pour trouver un travail) : Public éligible et allocation non soumise à l'impôt (article L5131-6)

Section 4 : Dispositions d'application.

L. 5131-7

LOI n°2021-1900 du 30 décembre 2021 - art. 208 (V)

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent chapitre, notamment :

1° Les modalités du parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie mentionné à l'article **L. 5131-4** et du contrat d'engagement mentionné à l'article **L. 5131-6**, ainsi que la nature des engagements de chaque partie au contrat ;

2° Les conditions dans lesquelles les organismes publics ou privés mentionnés au troisième alinéa de l'article **L. 5131-6** mettent en œuvre le contrat d'engagement mentionné au même article ;

3° La durée et les modalités d'attribution, de modulation, de versement, de suspension et de suppression de l'allocation mentionnée à l'article **L. 5131-6** et de l'allocation ponctuelle mentionnée à l'article **L. 5131-5**.

Chapitre II : Insertion par l'activité économique

Section 1 : Objet.

L. 5132-1

LOI n°2008-1249 du 1er décembre 2008 - art. 20

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

L'insertion par l'activité économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement.